

ACCESSION DE L'ALGÉRIE À L'OMC

Benbada veut la tenue rapide du 11^e round

Intervenant, hier, lors des travaux de la journée parlementaire sur l'adhésion de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce, Mustapha Benbada, ministre du Commerce, a assuré que plusieurs obstacles ont retardé l'adhésion de l'Algérie à l'OMC. A cet effet, Benbada a appelé à la tenue rapide du 11^e round des négociations dans le cadre du groupe de travail chargé de l'accession de l'Algérie à l'OMC.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Il a, par ailleurs, déclaré que l'Algérie attend les résultats et la réponse du groupe de travail de l'organisation. Résultat qui devrait se faire attendre selon le ministre, du fait que le premier responsable du groupe termine son mandat le mois prochain. Le ministre du Commerce a expliqué, par ailleurs, que l'Algérie a déjà répondu à 1 640 questions en dix étapes et a eu des indices positifs au cours des trois dernières années. Il dira, en outre, que le manque de communication sur les réformes engagées nuit à l'image de l'Algérie au niveau international. Il signalera, par

ailleurs, le fait «qu'un grand nombre de pays membres de l'OMC a bénéficié de facilitations alors que les conditions difficiles vécues par l'Algérie lors de la décennie noire et qui ont nui à son économie et retardé son adhésion doivent être prises en considération». Benbada dira, enfin qu'«une volonté politique est nécessaire au traitement du dossier Algérie».

Intervenant à l'ouverture de la rencontre, Abdelaziz Ziari a déclaré que l'adhésion de l'Algérie «est inéluctable dans des délais raisonnables et devrait apporter un changement profond à l'économie algérienne». Pour le prési-



Mustapha Benbada, ministre du Commerce.

dent de l'Assemblée populaire nationale, l'accession éventuelle de l'Algérie «conduira inévitablement à l'élaboration d'un dispositif

juridique complexe avec l'adoption de nouvelles lois et l'adaptation de certaines lois actuellement en vigueur». Intervenant, pour sa

part, le directeur général adjoint de l'OMC, M. Alejandro Jara, a déclaré que «l'Algérie devrait redoubler d'efforts et mener dès que possible à leur terme les pourparlers pour son accession à l'OMC». Il rappellera que l'Algérie a présenté sa demande d'accession en 1987 pour s'engager dans les négociations multilatérales et bilatérales en 2002.

Depuis cette date, elle a répondu à plus de 1 600 questions et participé à 10 rounds de négociations dont le dernier a eu lieu en 2008. Il ne manquera pas, en outre, de souligner le fait que l'aboutissement des négociations est tributaire des résultats des derniers accords bilatéraux.

Ainsi, cinq accords bilatéraux ont été signés comme la partie algérienne poursuit des négociations avec 12 autres pays. Il notera, enfin, que tout nouveau retard «exposerait l'Algérie à des négociations plus complexes».

F.-Z. B.

MALGRÉ UN PLAN NATIONAL DE LUTTE

Les feux de forêt toujours menaçants

Le manque de coopération entre les différentes institutions réduit l'efficacité du plan national de lutte contre les feux de forêt. La plupart des administrations concernées travaillent au ralenti tandis que l'intervention doit être préparée, étudiée et rapide.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) - Béjaïa, Tizi-Ouzou, Bordj Bou Arréridj et Batna restent les wilayas les plus ravagées par les feux de forêt malgré le renforcement du dispositif de lutte contre ce fléau, qui prend des proportions peu communes ces dernières années. Selon les chiffres de la Direction générale des forêts, 80 % des feux de forêt sont détectés par les brigades de surveillance et la gendarmerie, 10 % seulement sont signalés par la population. De plus, la plupart des foyers de feu ont une origine inconnue. Les autorités compétentes n'ont pas réussi à connaître les causes de l'incendie. Le pin d'Alep comme le chêne sont, en outre, les arbres les plus touchés. «Ces dernières années, nous avons renforcé nos moyens. Notre dispositif repose fondamentalement sur la prévention qui reste le moyen le plus rentable», a indi-



En 2010, 11 000 ha ont été détruits par les feux.

qué Titah Abdelmalek, premier responsable de la Direction générale des forêts, hier, lors de la réunion de la Commission nationale de protection des forêts qui s'est tenue au ministère de l'Agriculture et du Développement rural pour présenter son bilan.

L'année dernière, 11 000 ha ont été «parcourus par le feu», selon l'expression académique. Les données officielles précisent que 60 % de ces terres reprennent une végétation naturelle. Le dispositif national de lutte contre les feux de forêt concerne 40 wilayas. Depuis le début du mois de juin, la Direction

générale des forêts a mis en place 388 postes de vigie pour assurer la surveillance avec un effectif de 1 117 éléments et 456 brigades mobiles de première intervention avec un effectif de 2 385 agents.

De son côté, la Protection civile, un partenaire important dans ce programme, a mis en place des «colonnes mobiles», c'est-à-dire des équipes spécialisées dans la lutte contre les incendies de forêt. 13 unités ont été mobilisées en 2010, le nombre de ces colonnes mobiles passera cette année à 22. Aussi, les autorités prévoient l'installation d'un système d'alerte des feux de forêt, et ce, en collaboration avec l'Agence spatiale algérienne (ASAL).

Trois wilayas pilotes ont déjà été choisies. Il s'agit de Sidi Bel Abbès, Saïda et Tlemcen. Aucune précision n'a été fournie quant à la mise en marche de ce nouveau système.

Enfin, les différents intervenants, représentant la plupart des institutions impliquées dans le plan de lutte contre ce fléau ont insisté sur le manque de coordination entre ces administrations. Absence de communication et de coopération, lenteurs bureaucratiques et d'autres lacunes qui réduisent souvent l'efficacité des interventions sur le terrain pendant que le feu avance.

Photo : DR

LES AMÉRICAINS
INTÉRESSÉS PAR LE MARCHÉ
DU MÉDICAMENTBenmeradi montre
la direction

Bien que trouvant le marché algérien quelque peu protectionniste, les entreprises américaines activant dans le domaine pharmaceutique s'y intéressent. Le ministre de l'Industrie a montré hier la direction : l'Algérie veut développer le générique et proposer des médicaments à un prix socialement acceptable.



Benmeradi opte pour le générique.

Naval Imès - Alger (Le Soir) - Avec une facture qui s'élève à 1,7 milliard de dollars d'importations de médicaments en 2010, l'Algérie représente incontestablement un marché attractif.

Les entreprises américaines qui participaient hier au forum algéro-américain sur la santé l'ont clairement exprimé. Par la voix du chargé d'affaires de l'ambassade américaine à Alger, ils ont réclamé un environnement juridique plus stable et prévisible.

William Jordan considère en effet que l'environnement juridique impose des limites notamment en matière d'importation des médicaments. Des limites que l'Algérie ne compte pas lever. La voie est toute tracée.

Mohamed Benmeradi expliquait hier que «le domaine que nous encourageons est celui du développement de la production du médicament générique, car il constitue un axe important des politiques publiques de santé dans la mesure où il vise à rendre le médicament plus accessible donc à la portée de la plus grande frange de la population», ajoutant que «le médicament comporte en lui cette dualité découlant du fait qu'il soit de consommation assez courante et soumis ainsi aux règles du marché, même si son prix reste soumis à une certaine régulation visant à organiser les marges et qu'il doit également tenir compte des politiques publiques de santé, donc à finalité sociale».

Le générique en progression est passé de 32% en 2004 à 48,5% en 2009 mais la fabrication nationale reste néanmoins faible, ne constituant que 30% des besoins. C'est dans ce créneau que le ministre de l'Industrie voudrait voir les entreprises étrangères s'engouffrer. Un environnement favorable leur est promis. En retour, les entreprises américaines semblent bien décidées à s'investir.

Smaïl Chikhoun, le président du Conseil d'affaires algéro-américain en est convaincu. Il estime que la présence en force des grands laboratoires américains lors du forum est un signe qui ne trompe pas sur l'intérêt qui est porté au marché algérien.

N. I.

CONCOMBRES CONTAMINÉS

Benaïssa affirme que l'Algérie
n'est pas touchée

«Les services de contrôle phytosanitaires algériens suivent de très près l'évolution de l'épidémie mortelle provoquée par la bactérie Eceh dans des produits agricoles frais. Nous suivons ce qui se passe en Europe», a indiqué Rachid Benaïssa en marge de cette journée d'étude.

Le ministre de l'Agriculture a ajouté que, pour l'heure, aucun problème n'a été signalé en Algérie. «Des cellules de suivi ont été mises en place. Nous restons vigilants», a-t-il soutenu, rappelant qu'aucun produit alimentaire importé ne peut entrer sur le marché algérien sans être muni d'une dérogation sanitaire nécessaire et subir un contrôle phytosanitaire adéquat. «Nous n'importons presque pas de légumes et pas du tout de concombres», a-t-il indiqué, estimant que le concombre est le seul produit suspecté de transmettre cette bactérie.

I. B.